Course à la neutralité carbone

Partage international nº 395 – Juillet 2021

par Graham Peebles

Le nouveau slogan politique, scandé par les gouvernements et les chefs d'entreprise soucieux d'être perçus comme prenant l'urgence environnementale au sérieux, est : *« Zéro émission nette. »*

Parmi les pays qui s'engagent à atteindre zéro émission de gaz à effet de serre (GES) au plus tard en 2050, 20 se sont engagés légalement à le faire (Suède, Autriche, Bhoutan, Costa Rica, Danemark, Union européenne, Fidji, Finlande, France, Hongrie, Islande, Japon, Iles Marshall, Nouvelle-Zélande, Norvège, Singapour, Slovénie, Royaume-Uni) ; 20 autres pays, dont les Etats-Unis, rédigent des documents d'orientation, et une centaine, dont la Chine, en discutent.

Comme pour d'autres slogans, beaucoup soupçonnent que ce discours zéro émission nette tenu par les gouvernements et les entreprises manque de substance, et que les politiciens « d'entreprise », avec leurs politiques à courte vue, n'ont aucune intention de prendre les mesures radicales nécessaires. Interviewé par la BBC, l'envoyé américain pour le climat, John Kerry, a récemment rejeté les suggestions selon lesquelles des changements dans le mode de vie américain et des réductions des niveaux colossaux de consommation, y compris de grandes quantités de produits animaux, étaient nécessaires, déclarant : *« Vous n'avez pas à renoncer à la qualité de vie pour accomplir certaines des choses que nous voulons accomplir ».* Le public américain (et probablement les gens trop complaisants partout), selon J. Kerry, peut avoir le beurre et l'argent du beurre.

L'habituel consumérisme irresponsable des nations riches et aisées est la cause de l'urgence environnementale, y compris du changement climatique. Si l'on veut introduire les changements fondamentaux nécessaires pour atteindre le « zéro net », la complaisance toxique qui infecte les personnes au pouvoir politique et économique, doit être éliminée de toute urgence.



photo :Takver from Australia, CC BY-SA 2.0, via Wikimedia Commons

L'habituel consumérisme irresponsable des nations riches et aisées est la cause de l'urgence environnementale.

Réchauffement et nourriture

Ce sont les émissions de GES d'origine humaine qui provoquent le réchauffement de la planète. Ces émissions doivent être retirées de l'atmosphère afin de respecter les engagements pris lors de l'Accord de Paris sur le climat de 2016, pour limiter le réchauffement climatique moyen à 1,5°C. Même si le « zéro net » est atteint, rien ne garantit que le réchauffement sera limité à 1,5°C, et quelles que soient les augmentations qui se produiront, elles ne seront pas uniformes sur toute la planète ; certaines régions, les pôles Nord et Sud par exemple, se réchauffent plus rapidement

que d'autres. Selon le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), le réchauffement climatique a atteint 1°C au-dessus des niveaux préindustriels en 2017, les températures mondiales au sol augmentent (malgré les avertissements répétés) de 0,1°C à 0,3°C par décennie.

Les conditions météorologiques naturelles ont été complètement perturbées par ce niveau de réchauffement, entraînant la fonte des calottes glaciaires polaires, l'élévation du niveau de la mer, des vagues de chaleur plus fréquentes et plus intenses, des inondations et des sécheresses. Si le « zéro net » est atteint et si les températures mondiales sont limitées à 1,5°C (d'ici 2050 au plus tard), deux conditions importantes, l'impact projeté sera moindre que si le réchauffement dépasse 1,5°C, mais toujours de grande envergure. Selon le Giec : *« Réchauffement et acidification des océans auraient un impact sur un large éventail d'organismes et d'écosystèmes marins, ainsi que sur l'aquaculture et la pêche. La majorité (70 à 90 %) des récifs coralliens d'eau chaude (tropicale) qui existent aujourd'hui disparaîtront, le paludisme et la dengue augmenteront. La pauvreté et les désavantages augmenteront pour de nombreuses populations. Les risques pour le tourisme côtier, en particulier dans les régions subtropicales et tropicales, vont augmenter. Les petites îles devraient subir de multiples risques interdépendants : inondations côtières et impacts sur les populations, les infrastructures et les actifs. »* Toutes ces prévisions sont choquantes, mais prudentes.

Pour soutenir les entreprises et les pays, l'agence des Nations unies sur le changement climatique a mis en place *« Objectif zéro, une campagne mondiale visant à rallier les dirigeants et le soutien des entreprises, des villes, des régions, et des investisseurs »*. Plus de 2 300 entreprises dans 708 villes se sont inscrites et, avec 120 pays, elles forment ce que l'Onu décrit comme *« la plus grande alliance jamais engagée à atteindre zéro émission nette de carbone d'ici 2050 au plus tard »*. Pour atteindre cet objectif, une révolution au sein des secteurs qui produisent le plus d'émissions de GES est nécessaire. Cela nécessite un changement d'orientation majeur au sein des gouvernements et des entreprises, ainsi que des changements de comportement collectif.

La production d'énergie représente environ 70 % des émissions totales ; cela comprend la production d'électricité et de chaleur (30 %), l'industrie et la construction (13 %), les transports (15 %), suivis de la production alimentaire, de la consommation et des déchets. L'agence des Nations unies pour l'alimentation rapporte que *« les systèmes alimentaires du monde sont responsables de plus d'un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre anthropiques [d'origine humaine] »*. Cela inclut la déforestation, *« la production agricole, les emballages et la gestion des déchets »*. L'agriculture animale à elle seule contribue à environ 12 % des GES, et le gaspillage alimentaire mondial (principalement un problème dans les pays développés), qui représente un tiers de tous les aliments produits, est responsable de 8 à 10 % des émissions de GES.



Photo : fotdmike, CC BY-NC-ND 2.0, via flickr

Si l'on veut introduire les changements fondamentaux nécessaires pour atteindre le « zéro net », la complaisance toxique qui infecte les personnes au pouvoir politique et économique doit être éliminée de toute urgence.

Energies renouvelables et sensibilisation

Le passage aux sources de production d'énergie renouvelables (solaire, éolien, hydroélectrique et biogaz), désormais moins chères que les énergies

fossiles, est indispensable pour que la filière réduise ses émissions de GES. Bien que fort variable en fonction des pays, la tendance est positive : en Allemagne, 46 % de la production d'électricité en 2020 provenait d'énergies renouvelables, ce qui a entraîné une diminution des émissions de GES en Allemagne de 42 % par rapport aux niveaux de 1990. En Suède, où 54,5 % de l'électricité provient désormais d'énergies renouvelables (hydroélectricité et biomasse), la filière de la production électrique est également en train de changer. Les réseaux intelligents transforment les maisons suédoises en consommateurs-producteurs d'électricité. Des panneaux solaires photovoltaïques, des systèmes de stockage d'énergie thermique et des pompes à chaleur sont installés dans les bâtiments résidentiels ; un réseau électrique les relie, ce qui permet de recharger les voitures électriques la nuit. Le Royaume-Uni, où se tient la COP26, a produit 42 % de l'électricité à partir d'énergies renouvelables en 2020, dépassant légèrement la part due aux combustibles fossiles (41 %).

La Chine (1,4 milliard d'habitants), qui est actuellement le plus grand émetteur de GES (bien que par habitant, les Etats-Unis soient de loin le plus gros émetteur), vise à atteindre son pic d'émissions de GES d'ici 2030 et la neutralité d'ici 2060. En 2020, 29,5 % de la consommation d'électricité du pays aurait été d'origine renouvelables.

A l'autre bout du classement selon l'administration américaine, seulement 11,4 % de l'énergie américaine provient des énergies renouvelables, et 80 % de combustibles fossiles. Outre la Chine, l'UE et les Etats-Unis, ce qui se passe en Inde (les émissions par habitant sont extrêmement faibles mais en augmentation) est crucial pour le monde. Actuellement, environ 10 % de la production d'énergie provient d'énergies renouvelables, en hausse de 6 % par rapport à 2014.

Les individus ne peuvent pas décider de la production d'énergie, mais on peut tous décider où nous achetons notre énergie et participer aux pressions exercées sur le gouvernement et les entreprises afin qu'ils passent rapidement aux énergies renouvelables.

Choisir des fournisseurs d'électricité véritablement issue d'énergies renouvelables (et ce n'est pas si simple) est une action socialement et environnementalement responsable ; une telle attention devrait régir non seulement nos décisions concernant le fournisseur d'énergie, mais tous nos engagements de consommateurs et nos habitudes de vie.

Tout le monde peut contribuer à réduire les émissions de l'industrie alimentaire : consommer moins ou pas de produits animaux ; manger moins car beaucoup d'entre nous mangent trop ; sélectionner des denrées alimentaires non emballées ; dans la mesure du possible, acheter sur les marchés des produits locaux de saison ; et ne pas gaspiller la nourriture.

Une autre façon de réduire les émissions de GES est de renforcer les *« éponges »* naturelles. Planter plus d'arbres, protéger les forêts et les zones boisées, intégrer des arbres et des jardins dans les aménagements urbains, entretenir et restaurer les tourbières, autant de possibilités qui non seulement absorbent le CO2, le principal GES, mais enrichissent la biodiversité et développent la faune sauvage.

Atteindre le « zéro net » dans les délais convenus appelle à une action mondiale unie de la part des gouvernements, des entreprises et des particuliers. Inverser les dommages effroyables que l'humanité a infligés au monde naturel nécessite un changement fondamental de comportement, d'attitudes et de valeurs et, à un moment donné, une réforme fondamentale du système socio-économique sera nécessaire. Une évolution vers des vies plus simples et plus propres, implique de passer de l'excès à la suffisance, de n'acheter que lorsque c'est nécessaire, d'utiliser moins la voiture et l'avion, de consommer et de manger écologiquement responsable, de boycotter les entreprises destructrices de l'environnement et de refuser son soutien aux gouvernements irresponsables de l'environnement.

Comme pour les changements de toutes sortes, la sensibilisation est la clé. Il faut prendre conscience de l'urgence et de la profondeur de la crise à travers l'éducation ; sensibiliser aux politiques et actions gouvernementales : sont-elles basées sur des préoccupations environnementales ou ancrées dans l'économie de la cupidité ? Il faut prendre conscience de nos comportements au quotidien et de l'impact qu'ils ont sur l'environnement. On a tous un rôle à jouer dans le travail de sauvegarde de l'environnement. Si nous nous unissons et agissons, si nos gouvernements et nos entreprises réagissent de tout cœur, peut-être que le « zéro net » pourra être atteint et que la guérison de notre belle planète pourra vraiment commencer.

Auteur : Graham Peebles, écrivain indépendant britannique et travailleur caritatif, il a créé l'ONG The Create Trust en 2005 et a mené des projets éducatifs en Inde, au Sri Lanka, en Palestine et en Ethiopie.

Thématiques : environnement

Rubrique : Divers